

# LE SALAIRE

NANNI BALESTRINI

« Qu'est-ce que c'est, le salaire d'un ouvrier. Moi, ma feuille de paie, je ne la lisais jamais, parce que je m'en foutais pas mal. Mais sur la feuille, il y a toutes les cases dans lesquelles le patron divise la paie qu'il donne à l'ouvrier. En gros, deux parties : la première partie, c'est le salaire de base, il correspond aux heures de travail qu'on a faites à l'usine. Ça devrait être le seul salaire. En réalité, il est toujours très bas, c'est-à-dire qu'il ne suffit jamais au minimum vital de l'ouvrier. Alors, il y a l'autre partie du salaire, la partie mobile. Dans la partie mobile, il peut y avoir plusieurs cases : prime de production, prime d'assiduité, prime de rendement, indemnités variées, et caetera.

Toutes ces divisions ne servent qu'à lier le salaire de l'ouvrier à la production du patron. Le salaire au rendement, par exemple, c'est la paie pour le nombre de pièces que produit l'ouvrier. Moyennant quoi, l'ouvrier doit toujours être zélé et obéir aux ordres de ses chefs. Parce que c'est eux qui établissent cette partie variable de son salaire, qui lui est absolument indispensable pour vivre. Et qui permet au patron de maintenir un contrôle politique sur la classe ouvrière, de faire qu'elle accepte de collaborer à sa propre exploitation. Et c'est la raison pour laquelle, quand, nous, on demande des augmentations sur le salaire de base, le patron et les syndicats veulent toujours nous les donner sur la partie variable. »

L'année 1969 et les ouvriers de la Fiat à Turin lancent, en quelque sorte, plus de dix années d'une intense lutte de classe et de l'ébullition révolutionnaire en Italie. L'usine Mirafiori de Fiat à Turin est alors le plus vaste complexe industriel européen.

Nous reproduisons dans cette brochure le chapitre 6 intitulé " *LE SALAIRE* " de ***Nous voulons tout*** de Nanni Balestrini. Publié en 1971, ce récit retrace la lutte insurrectionnelle des ouvriers de Mirafiori. Le chapitre 6, plus théorique que les autres, est une analyse assez limpide de ce qu'est la lutte de classe au sein d'une usine, de comment s'expriment les rapports de force et conflits d'intérêt entre patrons, contre-mâtres, jaunes, syndicats et ouvriers...

Nous conseillons de lire la réédition toute récente de ***Nous voulons tout*** qu'il est sûrement possible de se procurer en en faisant la demande à [nousvoulontout@gmail.com](mailto:nousvoulontout@gmail.com).

***QUE VIVE LA GRÈVE INSURRECTIONNELLE !***

**hobolo, octobre 2008.**

HOBOLO@NO-LOG.ORG

**CHEZ FIAT, ÇA FAISAIT DÉJÀ DEUX OU TROIS SEMAINES** que c'était commencé. Les luttes avaient commencé après la grève pour Battipaglia que les syndicats de Fiat avaient prudemment limitée à trois heures. Le 11 avril avait eu lieu la première assemblée politique, de 1.500 ouvriers des Presses Sud de Mirafiori. Ç'a été la première occasion qu'ont saisie les ouvriers de chez Fiat pour lutter contre le plan des patrons : créer le chômage et faire venir les Méridionaux après les avoir affamés. Créer une énorme masse de réserve de jeunes, et les obliger à partir, comme au service militaire, pour travailler dans les usines du Nord. Le travail, après ça, devient presque une récompense, un cadeau que nous font les patrons. Nous faire venir dormir dans les gares, ou entassés dans une pièce au loyer prohibitif.

Ça, c'était un ouvrier qui l'expliquait aux ateliers des Auxiliaires, après la grève pour Battipaglia. Il a grimpé sur une table de la cantine et il a expliqué pourquoi les Méridionaux sont obligés de monter dans le Nord. Alors la direction a pris la mesure habituelle : mutation de l'ouvrier à Mirafiori Nord pour l'isoler de tous. Mais le mardi 15, il y avait déjà un groupe d'ouvriers qui discutaient, un second meeting. Ils sont intervenus à la cantine, ont demandé un arrêt de travail et imposé à la commission interne la réintégration immédiate de l'ouvrier dans son équipe. Moi, je ne savais pas encore qu'il s'était passé tout ça, avant. Je l'ai appris ensuite, dans les discussions avec les camarades. Après que j'ai eu largué le turbin pour toujours. Après le bordel que j'ai fait ce jour-là, à Mirafiori.

Quarante-huit heures après, la lutte des Auxiliaires a commencé, pour les catégories et les superminima : 2 heures de débrayage par équipe. On demandait l'élimination de la troisième catégorie pour les Auxiliaires. Pour faire participer à la lutte les ouvriers de la première catégorie, le syndicat demandait aussi l'augmen-

tation des superminima<sup>1</sup>. Les ouvriers ont donné immédiatement le coup d'envoi des arrêts de travail. Le syndicat a suivi. Mais ça n'était qu'une phase d'essai. C'est au bout d'un mois que la lutte a commencé à s'étendre progressivement à tous les ateliers de Mirafiori.

Comment fonctionne Mirafiori. Le premier des deux grands courants de la production part des Fonderies où sont construits les éléments du moteur, monobloc et culasse d'aluminium. Après, la Mécanique, où les moteurs sont montés et complétés avec le reste de leurs éléments. Ensuite, les moteurs passent à l'Assemblage, la chaîne de montage. Le deuxième courant part des Presses, où sont moulées les parties en tôle de la carrosserie. Puis l'Assemblage, où elles sont soudées et peintes. Pendant que les carrosseries parcourent la chaîne, on y monte le moteur et les parties mécaniques. Les voitures sont habillées, dotées de leurs roues, et finalement font leur sortie sur le parc de stockage.

A la mi-mai, commencent les grèves des caristes. Pour que les réserves s'épuisent et que le contrecoup de l'arrêt de travail pèse sur les ateliers, que les caristes relaient entre eux par les transports internes, la grève s'étend sur toute la durée des trois huit. A midi, le premier jour, Fiat avance la première offre : 40 liras de l'heure d'augmentation pour tous les caristes de troisième catégorie, de façon à sauver la hiérarchie avec la différence de 10 liras pour la deuxième. Refus net des caristes de Mirafiori Nord.

Lundi 19 mai, les caristes font grève encore pendant toute la première équipe. La liaison s'établit avec les autres postes et commencent des assemblées par atelier. On repousse la proposition des chefs d'atelier, d'envoyer une délégation d'ouvriers discuter à la direction. Les caristes répondent que, pour eux, ce serait plus commode si Fiat envoyait ses représentants aux assemblées d'ouvriers. Dans les assemblées, les ouvriers décident: ce qui importe, c'est la revendication salariale.

Qu'est-ce que c'est, le salaire d'un ouvrier. Moi, ma feuille de paie, je ne la lisais jamais, parce que je m'en foutais pas mal. Mais sur la feuille, il y a toutes les cases dans lesquelles le patron divise la paie qu'il donne à l'ouvrier. En gros, deux parties : la première partie, c'est le salaire de base, il correspond aux heures de travail qu'on a faites à l'usine. Ça devrait être le seul salaire. En réalité, il est toujours très bas, c'est-à-dire qu'il ne suffit jamais au minimum vital de l'ouvrier. Alors, il y a l'autre partie du salaire, la partie mobile. Dans la partie mobile, il peut y avoir plusieurs cases : prime de production, prime d'assiduité, prime de rendement, indemnités variées, et caetera.

Toutes ces divisions ne servent qu'à lier le salaire de l'ouvrier à la production du patron. Le salaire au rendement, par exemple, c'est la paie pour le nombre de pièces que produit l'ouvrier. Moyennant quoi, l'ouvrier doit toujours être zélé et

---

<sup>1</sup> Superminimi : partie du salaire que le patron verse en plus du salaire prévu par le barème contractuel national. (N.d.T.)

obéir aux ordres de ses chefs. Parce que c'est eux qui établissent cette partie variable de son salaire, qui lui est absolument indispensable pour vivre. Et qui permet au patron de maintenir un contrôle politique sur la classe ouvrière, de faire qu'elle accepte de collaborer à sa propre exploitation. Et c'est la raison pour laquelle, quand, nous, on demande des augmentations sur le salaire de base, le patron et les syndicats veulent toujours nous les donner sur la partie variable.

Parce que plus le patron nous augmente de cette façon-là, plus le salaire de l'ouvrier est lié à la production, et plus augmente le contrôle politique, de la part du patron. Au rendement<sup>2</sup>, tout de même, le patron, on peut encore l'avoir par la réduction volontaire de la production: en faisant moins de pièces qu'on ne devrait. Parce que si on en fait en supplément, le patron y gagne toujours, en pièces, plus que l'argent qu'il donne en échange à l'ouvrier. Tandis qu'avec la réduction volontaire, le pognon que ne gagne pas l'ouvrier est la contrepartie d'une très grande quantité de pièces que le patron n'a pas, et c'est lui qui y perd le plus.

Cette partie variable du salaire, donc, est celle qui paie la différence de quantité de travail fournie par les ouvriers. Il y a aussi ce qu'on appelle la structure verticale du salaire, c'est-à-dire les différences de salaire entre un ouvrier et un autre, selon le type de travail qu'il fait. C'est le système des qualifications et des catégories, et des autres instruments que le patron utilise à tour de rôle pour diviser ses ouvriers entre eux: les cotations de poste, la promotion au mérite, les superminima différenciés, l'évaluation des tâches, jusqu'aux méthodes arriérées comme le dessous de table et le salaire noir. Tout ça paie la différence de qualité du travail fourni par les ouvriers.

Mais ce fait que le type de travail que fait un ouvrier a une valeur différente, qu'il est payé plus ou moins que le travail d'un autre ouvrier, ça, c'est une invention capitaliste. C'est les patrons qui ont inventé ça, pour avoir en main un autre instrument de contrôle politique sur la classe ouvrière. Et n'oublions pas que le parti et le syndicat aussi sont d'accord avec cette invention capitaliste. Pour eux aussi, il est juste que le pognon que reçoit un ouvrier soit basé sur la différence de qualité du travail qu'il fait.

Toutes ces différences de salaire servent au patron pour exercer un chantage continu sur l'ouvrier : Si tu veux passer professionnel, si tu veux améliorer ta condition, faut être sage, faut pas casser les pieds, faut pas faire grève, et caetera. Et ça lui sert pour diviser les ouvriers pendant la lutte, parce qu'alors tout le monde pose des revendications différentes suivant sa qualification et sa catégorie, et on lutte dispersés. Le patron trouve toujours un syndicat obligeant pour signer les accords d'augmentations suivant les différentes qualifications et catégories.

Et puis, il y a l'horaire de travail. Huit heures de travail, quand ce n'est pas neuf ou dix, ça détruit complètement l'ouvrier. Il lui reste peu d'énergie pendant

---

<sup>2</sup> Cottimo : *Du point de vue salarial, c'est un pourcentage sur le salaire contractuel de base, qui varie selon le pourcentage de rendement atteint.* (N.d.T)

le temps qu'on dit libre, pour communiquer avec les autres ouvriers et s'organiser politiquement. Pourquoi est-ce que les patrons veulent maintenir toujours aussi élevé l'horaire de travail ? Avant tout, pour avoir le contrôle politique de la situation même hors de l'usine. Au second plan, vient l'idée de faire produire plus aux ouvriers. Mais aujourd'hui, les ouvriers refusent le travail, ils veulent avoir moins d'heures de travail pour pouvoir s'organiser politiquement.

Enfin, il y a le statut, c'est-à-dire la division, faite par le patron, des forces de production en deux secteurs. Les ouvriers d'un côté, les employés et techniciens de l'autre. Par exemple, la réglementation des absences pour maladie est étudiée pour imposer le travail à l'ouvrier. S'il a trois jours d'absence, l'ouvrier perd son salaire complètement. Dans le statut des employés et des techniciens, c'est pas pareil. Justement, c'est étudié pour empêcher l'ouvrier de rester chez lui quand ça ne lui va pas de travailler.

Mais puisque les objectifs des ouvriers, c'est uniquement le nécessaire économique et matériel, leurs besoins vitaux, et qu'ils se foutent complètement des exigences des patrons, c'est-à-dire de la production qui établit dans quelle mesure ces besoins-là doivent être satisfaits. Alors c'est clair que le problème politique est maintenant d'attaquer tous ensemble les instruments de contrôle politique que le patron a en main. Et qu'il utilise pour lier la classe ouvrière: pour la faire participer aux exigences de sa production à lui, à son exploitation à elle.

L'instrument qu'ont les ouvriers pour enrayer cette exploitation par les patrons, c'est le refus du salaire comme compensation de la quantité et de la qualité du travail. C'est le refus du lien qu'il y a entre le salaire et la production. C'est la revendication d'un salaire établi pas par les patrons en fonction de la production, mais en fonction des besoins matériels des ouvriers. Autrement dit: augmentations égales pour tous sur le salaire de base. Les primes matérielles comme le rendement, les catégories et caetera, pour l'ouvrier, c'est la participation à sa propre exploitation.

Et qui est-ce qui fait la putain pour aller négocier avec le patron quelques sous en plus pour l'ouvrier, en échange de nouveaux instruments de contrôle politique ? le syndicat. Qui devient lui aussi un instrument de contrôle politique sur la classe ouvrière. Dans la lutte pour ses objectifs économiques et donc politiques, la classe ouvrière finit toujours par trouver en face le syndicat. Parce que lorsque les ouvriers veulent plus donner au patron une autre parcelle de contrôle politique en échange d'une augmentation, alors le syndicat, qui fait la putain et qui va négocier l'échange, les ouvriers le mettent hors jeu.

D'où l'exigence ouvrière, celle du salaire garanti, indépendant de la productivité. D'où l'exigence ouvrière d'augmentations sur le salaire de base, sans attendre les conventions collectives. D'où l'exigence ouvrière des 40 heures, 36 pour ceux qui travaillent par équipes, payées 48 tout de suite. D'où l'exigence ouvrière de

la parité statutaire tout de suite. Simplement pour le fait d'entrer dans l'enfer de l'usine : Nous voulons un salaire minimum garanti de 120.000 liras par mois :

Parce que cet argent, nous en avons besoin pour vivre dans cette société de merde. Parce que nous ne voulons plus nous éreinter aux pièces. Parce que nous voulons éliminer les divisions entre ouvriers que le patron a inventées. Parce que nous voulons être unis pour mieux lutter. Parce qu'alors, nous pourrions refuser les cadences imposées par le patron. Parce que plus d'argent comme salaire de base, cela veut dire de plus grandes possibilités de lutte. Nous voulons les 40 heures, 36 pour les équipes, payées 48, tout de suite :

Parce que nous ne voulons pas passer la moitié de notre vie à l'usine. Parce que le travail est malsain. Parce que nous voulons avoir plus de temps pour nous organiser politiquement. Nous voulons la parité statutaire entre ouvriers et employés, tout de suite :

Parce que nous voulons un mois de vacances. Parce que nous voulons mener la bataille contre le patron tous unis, ouvriers et techniciens. Parce que nous voulons pouvoir rester chez nous sans perdre tout notre salaire quand nous n'avons plus la force de travailler.

Vers 11 h 30, le lundi 19, les caristes de Mirafiori Nord réussissent à communiquer par téléphone avec les camarades de Mirafiori Sud. Une demi-heure plus tard, les caristes de Mirafiori Sud s'arrêtent. Jusqu'à 14 h 30. A la seconde équipe, encore deux heures de débrayage pour les cinquante liras. S'ils nous en offrent 50, on leur en demandera 70, qu'ils disent. Le lendemain, les syndicats prévoient pour les caristes une grève de deux heures au début de chaque équipe. Les ouvriers en font trois à la première comme à la seconde. Mercredi 21, les chefs réussissent à arrêter la grève de la première équipe à la sixième heure. Mais avant la fermeture, les grutiers se lancent: ils arrêtent deux heures sur le problème des qualifications et bloquent la fourniture des pièces aux chaînes de montage.

Jeudi 22 mai, l'élargissement du cercle autour des caristes et des grutiers se transmet aux premiers départements fixes. Les ouvriers des Grandes Presses se joignent à la lutte. Le syndicat proclame une grève de deux heures par équipe. La grève de dix heures à midi de la première équipe commence par une manif interne qui arrache à leurs machines les ouvriers qui travaillaient encore. Faillite de la dernière tentative de Fiat pour résorber les engorgements créés par ces premières grèves. Le matin, les chefs essaient de pousser la chaîne de la 124 de 600 à 641 pièces. Les ouvriers refusent de se mettre au travail. Les dirigeants et la commission interne les décident à s'y mettre mais il ne faut pas qu'ils comptent sur les 41 pièces en plus.

A 14 h 30, le même jeudi 22, arrive la seconde équipe des Grandes Presses, mais elle est obligée de travailler peu et mal parce que la grève des caristes bloque l'arrivée du matériel. Une heure plus tard, commence la grève de deux heures, comme prévu. A ce moment-là, circule la proposition de faire grève pendant les

deux heures, de 21 heures à 23 heures, où doit arriver le matériel pour les caristes. Un dirigeant passe et demande aux ouvriers ce qu'ils veulent, mais personne ne veut rien. Le dirigeant conclut qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Dans le sillage du dirigeant, arrive la commission interne<sup>3</sup> : les ouvriers des Presses ne doivent pas faire comme les caristes qui font grève tout seuls. Cela fait du tort à Fiat tout entier, qui peut très bien prononcer le lock-out.

Pour la seconde équipe, les syndicats avaient proposé un arrêt de trois à cinq heures. Les ouvriers décident ensemble de le faire durer de deux heures à six heures. Vendredi 23, la première équipe des Presses fait les deux heures établies par le syndicat et, après discussion, décide de prolonger la grève jusqu'à 14h30. Pendant ce temps, les ouvriers des chaînes de montage accueillent l'invitation à la lutte de leurs camarades. A partir de ce jour-là, de Mirafiori ne sortent plus ni 124 ni 125, seulement quelques rares 600 et 850. Il y a désormais 12.000 ouvriers en grève. Samedi 24, le syndicat décide que ce n'est pas la peine de faire grève puis qu'il n'y a ce jour-là qu'une équipe. On travaille mais on réduit volontairement la production : il ne sort que 1.300 pièces au lieu des 3.500 ordinaires.

Dans les assemblées et les discussions on dit : Notre objectif, ce ne sont pas ces 50 malheureuses liras, même si elles nous rendraient bien service, c'est l'organisation ouvrière permanente, capable de battre à n'importe quel moment le patron. Dans le cul la démocratie, ça fait 25 ans qu'il y a la démocratie et ça fait 25 ans qu'on l'a dans le cul. Il faut qu'on s'organise, les syndicats, c'est nous, il n'y a aucune armée plus forte que la classe ouvrière unie et organisée. La bataille continue les jours suivants, toujours avec des cortèges et des assemblées de département, et elle s'étend spontanément aux Petites et Moyennes Presses. Là, la grève est déclarée par les ouvriers de façon autonome, pas par le syndicat. Pourquoi cette grève qui continue jour après jour et qui fait tache d'huile ? Que veulent les ouvriers de Fiat ?

Les ouvriers de Fiat, pour la première fois, ne se sont pas mis en mouvement pour des revendications de détail avancées par le syndicat, comme celle du délégué de chaîne<sup>4</sup>. Ils refusent en bloc l'organisation du travail à l'usine et le décident seuls. Pour 80, 90, 100 mille liras par mois, ils ont des rythmes de travail épuisants, insupportables, que le patron augmente continuellement. Un fait : aux Carrosse-

---

<sup>3</sup> Commissione interna : *Organisme élu, qui représente le personnel auprès de la direction de chaque siège, établissement, filiale et bureau autonome des entreprises industrielles, (il veille à l'observation des normes de législation sociale, hygiène et sécurité, à l'application des conventions collectives et des accords syndicaux, examine avant leur application règlements internes, horaires, dates des vacances, contribue à l'élaboration des statuts et règlements des institutions internes de caractère social, et — c'est le cas ici — tente l'arbitrage des conflits).* (N.d.T)

<sup>4</sup> Delegato di linea : *Élu par tout les travailleurs de la même chaîne ou du même atelier, sans désignation de la part des organisations syndicales (peut être délégué de chaîne n'importe quel travailleur de la chaîne ou de l'atelier), le délégué de chaîne a tous les pouvoirs de contrôle et de négociation au nom des travailleurs qu'il représente. L'ensemble des délégués de chaîne constitue le conseil d'usine (Consiglio di Fabbrica) considéré comme structure de base du syndicat.* (N.d.T)

ries de la 124, on produisait 320 voitures par jour début 1968, 360 en octobre, 380 après Avola. Aujourd'hui, le patron pousse jusqu'à 430 et c'est seulement parce qu'il y a les luttes en cours qu'il va pas plus loin. Ces augmentations sont rendues possibles uniquement par l'accélération de cadence du montage à la chaîne. Mais les ouvriers de Fiat ne veulent plus rien savoir, ils veulent décider eux-mêmes de leur travail.

Ils veulent une garantie de salaire qui leur permette de vivre, ils se foutent des augmentations au mérite, des augmentations au pourcentage, des coefficients et caetera. C'est-à-dire de tous les mécanismes inventés par les patrons avec le concours des syndicats, pour lier de plus en plus le salaire à l'exploitation et diviser les ouvriers entre eux. Ils s'en foutent, du délégué de chaîne pour lequel les syndicats veulent les faire lutter. Le délégué de chaîne est une espèce de contrôleur qui doit veiller au respect de l'accord sur les cadences, autant dire sur la légalité de l'exploitation. Et c'est justement cela que les ouvriers refusent. C'est la lutte contre les cadences de travail, que veulent les ouvriers.

Tandis que les délégués de chaîne, les patrons les veulent, parce qu'ils en ont besoin tout de suite. Ils veulent leur présence à des transactions rapides et à la signature des conventions. Ils les veulent pour qu'ils assurent de façon permanente et démocratique le contrôle des ouvriers, et de leurs mouvements politiques. Mais maintenant les ouvriers de Fiat ont refusé d'attendre l'échéance des conventions fixées par les patrons en accord avec les syndicats. Les conventions qui devraient bloquer toute lutte pour trois ans et favoriser les plans du patron. Tout cela est discuté et décidé par les ouvriers Fiat dans des assemblées par département. Pendant leurs heures de travail, les ouvriers essaient de se donner pour la première fois une organisation autonome.

Les syndicats, qu'ont-ils fait jusqu'à présent ? Ils ont cherché à étouffer les luttes ou à les isoler. Aux Petites et Moyennes Presses, et à la Mécanique, ils ont dit que la grève spontanée était illégale : Si vous la faites, nous, nous ne discuterons pas. Ils ont dit que la grève non proclamée par le syndicat est considérée comme un sabotage. Que si l'on obtenait de fortes augmentations salariales, elles seraient ensuite absorbées par la convention nationale. Et ça c'est pas vrai, parce qu'au même moment des accords ont été signés chez Nebiolo et chez Olivetti, qui excluent l'absorption des augmentations.

Ils ont déformé la réalité même de la lutte, en faisant courir des bruits selon lesquels, par exemple, la lutte aux Presses était finie, tandis que ce n'était pas vrai. Disant qu'au cas où la production subirait des dommages par suite de l'engrenage des luttes, c'est-à-dire du fait que les ateliers faisaient grève chacun deux heures en coordonnant leur action de façon à bloquer la production, Fiat prononcerait le lock-out.

Ils faisaient courir le bruit que si la semaine suivante les chaînes étaient encore bloquées, Fiat mettrait les ouvriers au chômage partiel<sup>5</sup>. Ils bluffaient sur les transactions, en affirmant que certains résultats avaient été atteints, quand ce n'était pas vrai. Ils faisaient circuler l'avis selon lequel il faudrait éviter que se recrée chez Fiat le climat des années 50, c'est-à-dire la chasse aux sorcières et le licenciement des ouvriers les plus actifs.

Ils ont dit que le risque existait qu'on en arrive à une convention séparée, anticipée, chez Fiat, et qu'on briserait ainsi l'unité des travailleurs de la catégorie. Comme si c'était pas justement ce que eux, ils ont toujours fait. Ouvriers, si les syndicats ont continué à isoler et étouffer la lutte, si la presse de tous les partis ne dit pas ce qui se passe vraiment chez Fiat, le mot d'ordre des ouvriers sera : Tout Fiat en lutte. Aux menaces de mise à pied, les ouvriers de Mirafiori répondent : Tout Fiat en lutte !

Mardi 27 mai : Grève de 8 heures. A l'intérieur de l'usine se forme un cortège qui parcourt les ateliers 5, 7, 13 en hurlant : Pouvoir ouvrier. Les pancartes portent : Nous voulons travailler moins et gagner plus. La manif a été décidée en assemblée par les ouvriers dès leur entrée à l'usine. Pendant l'assemblée, on a décidé qu'on voulait : l'augmentation salariale de 50 lire pour tous plus 80 lire pour la nuit sur 5 semaines. L'attaque a porté sur les temps de production. Le syndicat doit devenir l'instrument d'exécution des décisions des ouvriers.

Grèves déclarées par les ouvriers dans des assemblées internes : Atelier 13, première et seconde équipe, Atelier 1, première équipe 4 heures, deuxième équipe 4 heures. Atelier 3, première équipe 4 heures, deuxième équipe 4 heures. Grèves déclarées par les syndicats : Auxiliaires, première équipe 2 heures, deuxième équipe 2 heures. Atelier 5, première équipe 4 heures, déclarées : deux heures. Deuxième équipe 8 heures, déclarées : 2 heures. La production de la journée atteint le niveau le plus bas.

Journal pour les portes 15 et 17, ateliers des Presses : Fiat se paie notre poire en nous offrant 7 lire. Les syndicats se foutent de notre gueule en disant que Fiat offre 36,30 lire. Voyons un peu ces 36,30 lire. 21,50, nous les avons déjà, par l'accord sur la cantine du mois dernier. 9,80 sont liées au rendement, et nous devons donc les gagner jour après jour, à la sueur de notre front. Plus 5, les 5 lire que la direction, par un violent effort, a portées à 7. Ne nous vendons pas pour 7 lire. Le combat continue. La Mécanique et les chaînes sont sur le point de se joindre à notre combat. Journal pour les portes 18 et 20, Mécanique: La lutte aux Presses et aux Auxiliaires continue. Il faut l'étendre à la Mécanique et aux chaînes. Nous devons demander la deuxième catégorie pour tous, y compris les travailleurs des

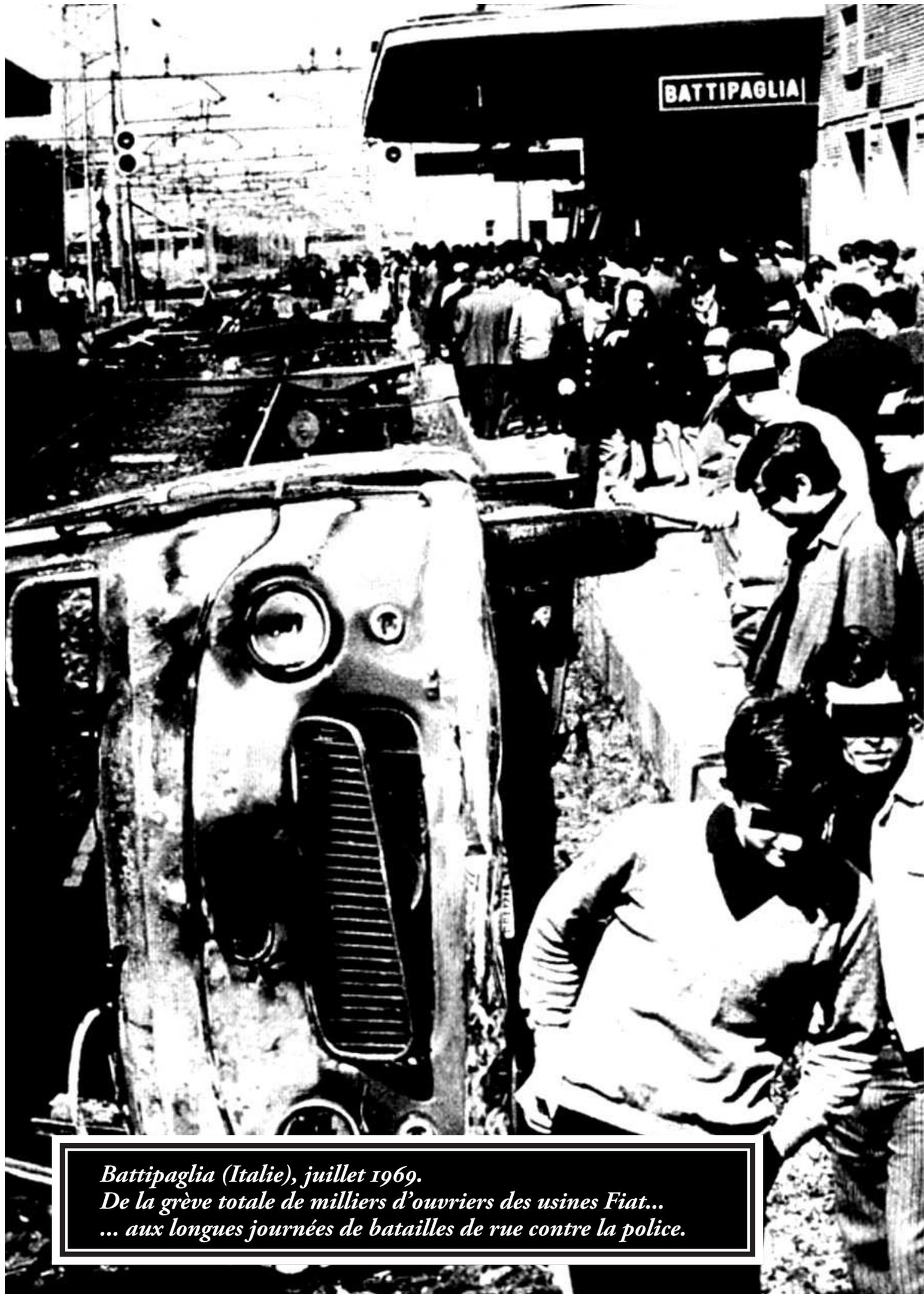
---

<sup>5</sup> *A la Cassa integrazione guadagni : Caisse de compensation des salaires. Organisme rattaché à l'Istituto Nazionale Previdenza Sociale, financé par les ouvriers, les employeurs et le gouvernement. Il verse de 60 % à 80 % du salaire ordinaire, selon la gravité et l'extension du chômage dans le secteur concerné. (N.d.T)*

chaînes mécaniques. Nous devons réaliser le contrôle ouvrier sur les cadences et sur le nombre de machines auxquelles il faut travailler.

Textes des journaux de lutte distribués aux portes 1 et 2 des chaînes : La grève des Presses continue, ne croyez pas les bobards mis en circulation par les chefs. Les Presses et les Auxiliaires ne peuvent faire grève seuls, ils vous demandent votre collaboration. Les raisons de lutter sont les mêmes : Contrôle sur la production. Passage de catégorie pour tout le monde. Comment nous pouvons lutter avec les Presses et les Auxiliaires ? En arrêtant les chaînes qui fonctionnent encore. Mercredi 28 mai : Aux chaînes des carrosseries, les ouvriers se sont arrêtés et ont tenté de former un cortège. Le chef d'atelier est arrivé et a réussi à les en empêcher.

Jeudi 29 mai : Un jeune ouvrier méridional a tenté d'entrer avec une pancarte. Les gardiens l'en ont empêché, il y a eu affrontement. A la seconde équipe, un groupe de quatre-vingts ouvriers environ, des chaînes de la Carrosserie, aussitôt après avoir pointé, s'est réuni au bout des chaînes et s'est dirigé en cortège vers la chaîne de la 500, la seule qui ces jours derniers ait continué à produire à plein temps, dans l'intention de la bloquer. A ce moment-là, chefs et syndicats, intervenant d'un commun accord, ont réussi à réduire la manif à une quinzaine d'ouvriers. Ces quinze-là s'en sont foutus, ils ont continué à se déplacer au milieu des autres en discutant et peu à peu le cortège s'est reformé, bloquant complètement la production. **Plus une seule voiture ne sort de chez Fiat.**



*Battipaglia (Italie), juillet 1969.  
De la grève totale de milliers d'ouvriers des usines Fiat...  
... aux longues journées de batailles de rue contre la police.*